CHAKIB KHELIL HIER AU CENTRE DE PRESSE D'*EL MOUDJAHID* :

«81 milliards de dollars de recettes en 2008, 66 milliards de dollars d'investissements à 2012»

Les recettes d'exportation d'hydrocarbures tourneraient autour de 81 milliards de dollars en 2008. Les investissements projetés dans le secteur atteindront 66 milliards de dollars dont 46 milliards de dollars pour la période 2008-2012. Le projet d'augmentation des taxes sur le diesel relancé par Chakib Khelil.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - L'envolée des prix du pétrole et leur volatilité s'expliquent, selon le ministre de l'Energie et des Mines et président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), Chakib Khelil, hôte hier du centre de presse d'*El Moudjahid*, essentiellement par l'effet de la spéculation, les analyses tendancieuses, les déclarations alarmistes sur le pic pétrolier, l'anticipation, la crise des crédits hypothécaires américains et la dévaluation du dollar. Tout en notant l'impact des tensions géopolitiques, cette flambée est moins due, cependant, aux fondamentaux du marché (offre/demande, niveau des stocks,…), en équilibre.

Selon Chakib Khelil, l'Opep qui fournit 40% de la production mondiale, dispose d'une capacité non utilisée et tient à la stabilité du marché. Toutefois, le cartel ne devrait pas décider d'augmenter sa production lors de sa prochaine réunion ordinaire, prévue le 9 septembre à Vienne. Et cela même si les cours actuels, certes élevés, de l'or noir, ne sont réellement, compte tenu de l'inflation et de la dévaluation du dollar, que ceux de 1985. Et que les pétroles nouveaux et en offshore restent assez coûteux, une production assez marginale et disparate, relève Chakib Khelil.

27,2 milliards de dollars de recettes à fin avril 2008

Néanmoins, si les cours mondiaux maintiennent leur tendance haussière, la volatilité aidant, les recettes d'exportation de l'Algérie pourraient tripler à la fin de l'année. Ces recettes ont atteint à la fin avril 2008 les 27,2 milliards de dollars équivalents (1 258 milliards de dinars de fiscalité pétrolière ayant été versés au Trésor public). Elles pourraient tourner autour de 81 milliards de dollars à la fin 2008, sur la base de ce prix moyen et une variation de plus ou moins 10%.

En prévoyant 2 milliards de dollars de recettes générées par l'application de la taxe sur les profits exceptionnels des compagnies pétrolières associées à Sonatrach dans le cadre de contrats de partage de production. En estimant que la croissance du secteur des hydrocarbures sera meilleure en 2009 avec l'entrée en production du gazoduc algéro-espagnol, Medgaz, et l'extension du gazoduc Mattei, générant un volume d'exportation de 11 milliards de m³ de gaz algérien. Et en faisant état de 42 découvertes d'hydrocarbures faites.

66 milliards de dollars projetés à l'horizon 2012

Dans ce contexte, Chakib Khelil a indiqué que 31 milliards de dollars, dont 16 en partenariat, ont été investis dans le secteur des hydrocarbures, entre 2000 et 2007, essentiellement dans le développement des gisements. En ce sens, le programme d'investissements projetés à moyen terme (2008-2012) sera de l'ordre de 46 milliards de dollars, outre un programme complémentaire de 20 milliards de dollars.

Des investissements qui concernent le développement d'une industrie de base, tant l'amont (recherche et production) aux deux tiers que le transport et l'aval et la pétrochimie. Tout en liant la création d'un fonds souverain dont notre pays «n'a pas nécessairement besoin» à la possibilité de récupérer les avoirs engagés.

Ou la hausse des tarifs de l'électricité, ou la recapitalisation de Sonelgaz

Abordant le sujet récurrent de la hausse des tarifs de l'électricité, Chakib Khelil a précisé que le gouvernement est placé devant une alternative : soit l'augmentation des tarifs ou l'injection par l'Etat de liquidités et la recapitalisation de Sonelgaz. Sinon, cette dernière, en tant qu'entreprise publique qui croit sur la base de ses revenus générés par les tarifs, n'aura pas de capacités à prendre en charge ses frais opératoires, amortir ses équipements et investir, pour le long terme s'entend et compte tenu de la croissance de la consommation. Pour ce faire, elle a recours à ses fonds propres sinon aux prêts bancaires conditionnés par la rentabilité, mais qu'il faudra rembourser. Et en considérant que les tarifs algériens sont loin des tarifs pratiqués dans le monde, même s'ils ne reflètent pas les salaires.

La hausse des taxes sur le diesel relancée

Par ailleurs, Chakib Khelil a relancé le projet d'augmentation des taxes sur le diesel, rejetée par la commission des finances de l'APN. Selon Chakib Khelil, la prochaine loi de finances pour 2009 comportera des dispositions relatives à la révision de la taxation sur le gasoil. En vue d'améliorer les marges bénéficiaires et décourager l'utilisation de ce carburant au profit des autres carburants moins polluants, et d'autant que l'importation de gasoil ira crescendo.

Une taxation du diesel sans effet notable sur les agriculteurs qui bénéficient d'une subvention directe «si elle est bien gérée». Voire, la création d'un fonds pour subventionner les transporteurs qui sera alimenté par cette taxe, l'imposition d'une vignette sur les véhicules utilisant le diesel.

C. B.

GESTION ET TRAITEMENT DE L'EAU EN ALGÉRIE

Un marché qui suscite l'appétit

Le marché algérien de la gestion et du traitement de l'eau suscite de plus en plus la convoitise des firmes internationales, spécialisées dans ces domaines.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - La forte présence de plus de 200 firmes étrangères au «4e Salon international des équipements et services de l'eau», qui a ouvert ses portes hier au Palais des expositions (Safex), des Pins Maritimes à Alger, en est la preuve. Cette manifestation, organisée en partenariat avec le ministère des Ressources en eau, a réuni en effet des exposants venus de plusieurs pays, tels que la France, l'Italie, l'Allemagne, les USA, l'Egypte et la Tunisie. Leader mondial dans le domaine de la gestion de l'eau, la France est représentée par 70 sociétés dont certaines ont déjà décroché d'importants marchés en Algérie. Viennentt l'Italie en seconde position avec 28 entreprises puis l'Espagne avec 17 sociétés. Des jeunes sociétés privées nationales et les grands organismes publics algériens, à l'exemple de l'Algérienne des eaux, l'Agence nationale des barrages et l'Office national de l'assainissement, sont aussi présents à cet événement qui durera jusqu'au 22 de ce mois. L'ensemble des participants considère que le marché algérien est ouvert à la concurrence et porteur de grands profits. Le représentant d'un grand groupe américain, spécialisé dans la fabrication et l'installation des équipements des stations de traitement des eaux usées, estime que «le secteur de l'eau est prioritaire et essentiel à notre avenir». Le salon de la Safex représente aussi une occasion pour ce groupe américain de rencontrer une partie de sa clientèle et lui proposer ses nouveaux équipements aux technologies innovantes. Pour le responsable d'une société tunisienne qui participe pour la première fois à ce salon, l'occasion est propice pour lui d'investir le marché algérien et trouver de nouveaux partenaires. Spécialisée dans la vente des équipements de traitement des eaux, cette entreprise compte sur le voisinage pour pénétrer le marché algérien. De grands bureaux d'études dans les domaines du transfert des eaux sont aussi venus à la Safex à la recherche de nouveaux contrats avec l'Algérie. Arrivé au début de l'après-midi, le ministre des Ressources en eau, M. Abdelmalek Sellal, s'est dit satisfait des progrès enregistrés par son secteur et a estimé que «le temps est venu pour gagner la bataille de l'économie de l'eau après avoir réussi à sécuriser le consommateur algérien en matière d'alimentation en eau potable. Notre défi pour les années à venir est de rationaliser notre consommation en eau». Un colloque est organisé en parallèle et traite de la problématique de «la gestion durable de l'eau : partage d'expériences et approches alternatives».

L. M.

UNE ÉTUDE A ÉTÉ ÉLABORÉE

Un journaliste sur trois a des antécédents d'hypertension

C'est l'étude qui le dit. Un journaliste sur trois (sur un échantillon de 124 journalistes) a un antécédent d'hypertension, de diabète ou de maladies cardiovasculaires. Ce sont les résultats qui ressortent de l'étude menée par la Société algérienne d'hypertension artérielle (Saha), en collaboration avec les laboratoires français Novartis, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre l'hypertension artérielle, célébrée le 17 mai de chaque année. Ainsi, l'initiative de la Saha de choisir les journalistes pour une étude scientifique a reçu un écho favorable auprès de la corporation, qui a accepté de se soumettre aux règles de l'étude.

Le choix des journalistes répond à deux facteurs. D'abord le stress que vivent les journalistes au quotidien et qui a des répercussions négatives sur leur tension artérielle et ensuite le rôle que joue la presse dans la sensibilisation des citoyens sur l'hypertension artérielle, qui est une maladie à conséquences fatales. Selon le professeur Berrah, président de la Saha, les citoyens, même s'ils ne sont pas malades, doivent impérativement surveiller leur tension pour éviter d'autres maladies plus graves. Sur l'échantillon choisi, la tranche d'âge est de 33 à 49 ans. 92 journalistes sur 124 ont présenté une tension artérielle normale, alors que 18 autres sont des hypertendus chroniques, dont 6 ne se traitent même pas. Trois autres ont une hypertension masquée. Ce qui est à relever, c'est que 74% des journalistes ont un membre de leur famille soit hypertendu, soit diabétique soit souffrant de maladies cardiovasculaire. Le but qui ressort de cette étude est de convaincre les citoyens à faire de sorte à ce que ces antécédents familiaux cessent à leur niveau et ne soient pas transmis à leur progéniture. La prévention reste le seul moyen de vaincre ces maladies. Le sport, une bonne hygiène de vie et une alimentation équilibrée sont, entres autres, les recommandations pour maintenir une tension normale. Un petit exercice physique a été organisé au profit des journalistes. Les médecins les ont fait courir, question de leur faire prendre conscience de l'importance du sport dans la vie quotidienne et comme remède à toutes les formes de stress.

Rosa Mansouri

CONTRÔLE DE L'ESPACE AÉRIEN

Le Sud algérien sous haute surveillance

Dans vingt mois exactement, l'Algérie sera dotée d'un nouveau centre de contrôle de l'espace aérien qui sera basé à Tamanrasset.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Il s'agit du deuxième centre du genre sur tout le territoire national qui viendra en soutien de celui de Oued Smar, dont les limites de surveillance par radar ne dépassent pas les régions d'El-Bayadh et d'El-Oued. Aucun satellite n'assure jusque-là la surveillance du Grand sud algérien. La surveillance de l'espace aérien dans cette région est assurée par le centre d'Alger et en collaboration entre les équipes de l'aviation civile et militaire. La mise en place d'un centre à Tamanrasset, même si l'idée date de trente ans, est toutefois motivée par une dégradation considérable de la situation sécuritaire dans le sud, notamment depuis que des groupes terroristes du GSPC ont trouvé refuge dans les différentes régions du Sahara. «L'objectif de l'ouverture de ce centre à Tamanrasset est d'assurer une couverture nationale à 100% par radar et aussi améliorer les moyens de communication dans le sud», a affirmé, hier, M. Benchabane, directeur général de l'Etablissement national de la navigation aérienne (ENNA), en marge de la séance d'ouverture des plis techniques sur le plan de développement de la gestion de l'espace aérien de Tamanrasset. Désormais, avec l'acquisition de ce centre qui va être doté de 13 radars, la surveillance de l'espace aérien de l'ensemble du territoire national et aussi des espaces limitrophes des pays voisins sera entièrement maîtrisée. Il s'agit là d'un des plus grands projets initiés par les pouvoirs publics en matière de surveillance du territoire. Le choix de Tamanrasset n'est toutefois pas fortuit, puisqu'il s'agit du plus important couloir aérien entre le nord et le sud, qui traverse plusieurs pays. Les normes de navigation aérienne stipulent, en effet, qu'un avion devrait être touché par au moins deux radars. Ce n'est pas le cas jusque-là en Algérie. Mais il est important de savoir qu'aucun avion étranger ne traverse l'espace aérien algérien sans une autorisation au préalable. Pour répondre aux besoins de ce nouveau centre, l'ENNA a établi un plan de formation des contrôleurs et des ingénieurs de la navigation aérienne. Près de 200 personnes prendront en charge son fonctionnement. Par ailleurs, quatre entreprises ont répondu à l'offre technique de l'ENNA. Il s'agit de l'entreprise Thales de France, Indra de l'Espagne, Northopguman des Etats-Unis et enfin l'entreprise italienne Salex Système I. L'offre financière sera présentée dans quelques jours. Le montant est très important, à en croire les propos du DG de l'ENNA.

R. M.